



NEW BRUNSWICK  
CHILD CARE COALITION

COALITION DES SERVICES  
DE GARDE À L'ENFANCE  
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

# Rapport bisannuel

## 2007-2009

### ACTIVITÉS AU NOUVEAU-BRUNSWICK

*Depuis notre dernière assemblée générale en novembre 2007, les services de garde du Nouveau-Brunswick ont connu une grande agitation. Notre travail a principalement été axé sur la construction et la solidification de partenariats avec d'autres organisations féminines et revendicatrices de justice sociale et sur la sensibilisation de nos représentants gouvernementaux et du public aux politiques publiques et investissements sages pour les services d'apprentissage et de garde à l'enfance.*

En 2007, la Coalition pour les services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick devenait un organisme sans but lucratif incorporé. Cette même année, la Coalition recevait des fonds du gouvernement provincial, qui lui permettraient de retenir les services des experts-conseil de « Corporate Research Associates », pour former des groupes d'étude avec des parents de diverses communautés du Nouveau-Brunswick. Ces groupes d'étude nous ont fourni des données précieuses sur la vision qu'ont les parents des services de garde et sur ce qu'ils estiment être leurs besoins. La Coalition a également organisé un certain nombre d'événements publics aux quatre coins de la province, afin de rendre l'information relative aux politiques en matière de services de garde plus accessibles aux Néo-Brunswickois. Nous avons compilé les commentaires recueillis en un rapport qui fut remis au gouvernement provincial. Finalement, ce processus a permis à la Coalition de recevoir et de compiler divers dossiers soumis par des individus et organisations des différentes régions de la province.

La Coalition a également invité les fournisseurs de services de garde à participer à une discussion sur les politiques publiques. Le gouvernement provincial a annoncé qu'il mettrait en place des pratiques en matière d'équité salariale pour les éducatrices et éducateurs de la petite enfance du Nouveau-Brunswick. La Coalition a organisé, en collaboration avec la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick et le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick, trois déjeuners-causeries sur l'équité salariale pour les éducatrices et éducateurs en services de garde. Les sessions d'information ont eu lieu à Moncton, Fredericton et Saint John. Martha Friendly, experte en matière de services de garde, est venue partager avec les éducatrices et éducateurs l'expérience de l'Ontario en ce qui a trait à l'équité salariale. Elle a expliqué comment l'équité salariale pourrait faire en sorte qu'ils obtiennent un salaire plus élevé pour le travail qu'elles accomplissent. Environ 200 éducatrices et éducateurs de la petite enfance ont participé à ces sessions.

Suite à la page 2.

Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick

51 rue Williams, Moncton, Nouveau-Brunswick E1C 2G6

Tél. : 506-855-8977 Adresse électronique : nbccc.csgnb@rogers.com

[www.nbccc-csgnb.ca](http://www.nbccc-csgnb.ca)

Suite de la page 1.

L'année 2008 a elle aussi été très mouvementée.

En 2008, la Coalition était récipiendaire du Barbara Roberts Memorial Fund, présenté par l'Institut canadien des recherche sur les femmes. Ce prix de 2000 \$ fut consacré au projet de la Coalition ayant pour but de documenter les moyens employés par d'autres régions pour faire évoluer les politiques en matière de services de garde afin qu'ils ne soient plus perçus comme un bien de consommation privé, mais comme un bien public. Une étudiante embauchée pour l'été mena cette recherche au nom de la Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick

La Coalition participait également encore une fois, en 2008, à l'organisation d'un événement dans le cadre de la Journée internationale de la femme, à Moncton, intitulé : « L'ÉGALITÉ, UNE FOIS POUR TOUTES ». Nous avons également organisé, en collaboration avec le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick, trois déjeuners-causeries, soit à Saint Andrews, Moncton et Saint John.

L'année 2008 connut également l'arrivée de la stratégie décennale en matière de services de garde du gouvernement du Nouveau-Brunswick : ÊTRE PRÊT POUR LA RÉUSSITE. Le gouvernement provincial annonçait que, dans le cadre de cette initiative, quatre sites pilotes seraient créés dans la province, soit à Moncton, Saint John, Robertville et Bath.

À l'automne 2008, la Coalition participa à une réunion avec le gouvernement provincial et le Canadian Child Care Educational Property Fund. Cette compagnie proposait de construire jusqu'à 65 centres de garde privés. Une deuxième organisation, toujours indéterminée, se serait chargée de l'exploitation des centres. L'exploitant aurait versé des paiements de location aux propriétaires pour pouvoir utiliser cet espace.

La proposition demandait au gouvernement de financer les nouveaux centres par la subvention de places en garderie et l'augmentation des salaires, tel qu'il le fait pour d'autres programmes agréés. De plus, la proposition demandait à la province de participer directement d'au moins une nouvelle manière importante. On demandait à la province de fournir une garantie légale aux propriétaires de centres, s'engageant ainsi à effectuer les paiements de location requis si l'exploitant manquait à ses engagements. En d'autres mots, la proposition cherchait une garantie publique pour le rendement du capital privé investi.

Après cette réunion, la Coalition et l'association Soins et éducation à la petite enfance du Nouveau-Brunswick dressèrent une liste de leurs préoccupations concernant cette proposition. Heureusement, le gouvernement provincial déclina l'offre du promoteur. Depuis, nous avons appris que les représentants de cette même compagnie

cherchent maintenant à inscrire une entreprise du nom d'Eldeun à la Bourse de Toronto, afin de réunir les capitaux qui lui permettraient d'élargir ses opérations à l'échelle nationale

En 2008, la Coalition aida également le service de garde de l'école Ste Thérèse, de Dieppe, à conserver son programme pour enfants d'âge scolaire. Le gouvernement provincial construisait une nouvelle école, mais n'y avait pas inclus de local pour ce programme après-classe. La campagne de mobilisation eut des retombées positives, puisqu'un local permettant d'abriter ce service fut aménagé dans la nouvelle construction.

En janvier 2009, la Coalition obtenait le financement nécessaire au lancement de l'initiative Voix de mères. Des renseignements sur ce projet sont fournis ultérieurement dans ce rapport. Ce projet a permis l'embauche d'une deuxième employée au bureau. Nous sommes reconnaissants de la remarquable contribution de Rachel LeBlanc à notre travail en général et plus particulièrement à la coordination du projet Voix de mères.



Participant à l'atelier Voix des Mères de Shédiac, de gauche à droite : Hélène Daigle, Anne Martin Boisvert, Nathalie Ouellet, Tammy Léger et Nicole Gautreau

Bon nombre d'activités furent organisées par la Coalition un peu partout dans la province. Une conférence de presse fut organisée en collaboration avec de nombreuses autres organisations, au début 2009, afin de souligner la nécessité de procéder à une analyse comparée selon le sexe dans le cadre des processus budgétaires provincial et fédéral. Cette analyse permettrait de veiller à ce que des programmes tels les services de garde reçoivent un financement adéquat. En 2009, des événements soulignant la Journée internationale de la femme furent organisés à Fredericton et à Moncton. Les services de garde furent mis en évidence lors de ces deux événements.

Suite à la page 3.

## ACTIVITÉS SUR LA SCÈNE NATIONALE

Nos efforts de revendication au nom des services de garde ne se sont pas limités à l'échelle provinciale. La Coalition des services de garde du Nouveau-Brunswick demeure un participant avide sur la scène pancanadienne et maintient son partenariat avec l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. Notre travail sur la scène nationale a été dédié au maintien des services de garde à l'avant-plan, au Sénat et chez les partis de l'opposition, de même qu'à la Chambre des communes.

En septembre 2008, deux représentantes de la Coalition pour les services de garde du Nouveau-Brunswick participaient à un forum national sur les politiques concernant les services de garde, à Ottawa, au cours duquel seraient posées les assises de la campagne électorale fédérale 2008 – LE CANADA A ENCORE BESOIN DE SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE.



### Le Canada a **ENCORE** besoin de services de garde à l'enfance

ÉLECTION FÉDÉRALE 2008

La Coalition a également participé à deux tournées pancanadiennes pour les services de garde, dont l'une, axée sur la prévention de la privatisation des services de garde, était organisée par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et l'autre par l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC).

Travailler dans le but de prévenir la privatisation des services de garde demeure une priorité au niveau national. De récents articles d'information annonçaient de nouvelles tentatives de corporatisation des services de garde au Canada. Cette fois, la compagnie nommée Edleun Inc. prévoit devenir la première chaîne commerciale de services de garde cotée en bourse. Ceux qui croient que l'on ne devrait pas chercher le profit aux dépens des enfants devraient se sentir concernés et les investisseurs demeurer sur leurs gardes.

[Suite de la page 2.](#)

En plus des initiatives décrites ci-dessus, la Coalition a aussi participé à de nombreuses réunions communautaires, rencontré divers élus et représentants gouvernementaux, et soumis des mémoires lors de plusieurs processus de consultation publique, tels les consultations pré-budgétaires du Groupe de travail sur l'autosuffisance et le processus de consultation du Groupe de travail communautaire du premier ministre sur le secteur sans but lucratif. La Coalition a également été représentée lors de nombreux échanges, telles les discussions du Réseau francophone de la petite enfance et la Table ronde sur l'autosuffisance.

Merci à tous les bénévoles qui ont rendu ce travail possible. Depuis la création de la Coalition pour les services de garde du Nouveau-

Brunswick en 2006, le profil des services de garde s'est grandement amélioré, au Nouveau-Brunswick. Malheureusement, notre avenir demeure précaire. Au moment de rédiger ce rapport, nous apprenons que Condition féminine Canada n'approuvera pas les projets soumis par nos organisations sœurs : le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick et la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick. Une fois nos projets actuels complétés, il est probable que notre financement ne sera pas renouvelé. Cela signifie que le travail de nos bénévoles revêtira une importance considérable pour mener à bien nos efforts visant l'avancement des politiques et des investissements publics en matière de services de garde au Nouveau-Brunswick.

## PROFIL DU PROJET : VOIX DE MÈRES

Le projet Voix de mères vit le jour suite grâce à certaines questions qui nous furent posées par des mères du Nouveau-Brunswick. Des mères ayant participé à des tables rondes sur les services de garde, organisées par Corporate Research Associates, nous avaient signalé en 2007 que l'insuffisance de services de garde abordables leur faisait subir un désavantage économique.

Ce projet reconnaît l'expertise des mères. Elles sont souvent celles à faire des sacrifices pour maintenir l'équilibre travail-famille. Ce projet explore, avec l'aide de mères, comment le financement gouvernemental affecte la situation dans son ensemble pour leur communauté, en ce qui a trait aux services de garde. Nous étions les élèves, et elles, les guides. Nous avons donc pris la route et avons rencontré notre échantillon bilingue de mères, dans diverses communautés. Nous nous sommes rendues à Dieppe, Fredericton (2 fois), Campbellton, Shédiac, Moncton et St-Andrew's.

Nous avons fait allusion à trois modèles de financement élaborés par des chercheurs en services de garde, pour mener les ateliers. Ces trois modèles de financement sont exposés dans un continuum. Dans le premier modèle, intitulé « financement du parent », les fonds publics sont distribués directement aux parents, qui peuvent les dépenser à leur guise, ou servent à défrayer les coûts au nom des parents, sous forme de subventions. Les services de garde sont perçus comme un produit et les parents doivent payer pour s'en prévaloir, ou demander une subvention, s'ils ne peuvent couvrir les frais exigés. La Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) est un exemple contemporain de ce modèle de financement.

Le deuxième modèle abordé, intitulé « financement du programme », renvoie à l'attribution de fonds publics à une variété de programmes. Les fournisseurs de services de garde doivent présenter une demande individuelle à chacune des sections de financement de programmes. Le troisième modèle de financement s'intitule « financement du système ». Les fonds publics y sont versés dans un système capable de soutenir les programmes individuels. Pour mieux comprendre ce mode de financement, nous pourrions comparer l'approche « financement du système » à celle employée pour les maternelles, dans le système scolaire.

Actuellement, la majorité des fonds destinés aux services de garde, au Nouveau-Brunswick, sont consacrés à des initiatives qui relèvent de la zone « financement du parent » du continuum.

Nous tenions à savoir comment les mères néo-brunswickoises percevaient le modèle actuel de financement des services de garde. Répond-il aux besoins de la communauté? Les mères en ont eu long à dire. Celles qui ont participé ont partagé leurs batailles et leurs frustrations, plus particulièrement en ce qui a trait aux obstacles auxquels elles doivent faire face pour accéder aux services de garde. Nos participantes ont également partagé leur point de vue sur les différents modèles de financement des services de garde. Plusieurs mères participantes étaient d'avis que le modèle actuel n'offre pas à leur communauté un accès généralisé aux services de garde. Elles nous ont clairement indiqué que les mères comprennent les avantages qu'il pourrait y avoir à remanier notre modèle actuel de financement des services de garde.

Nous remercions Martha Friendly et Jane Beach pour leur contribution à ce projet, ayant complété la recherche et le développement des ressources pour les ateliers.



## QUI NOUS SOMMES

La Coalition des services de garde du Nouveau-Brunswick regroupe des organisations et individus du Nouveau-Brunswick solidaires envers des services de garde de qualité, accessibles à tous, abordables, inclusifs, sans but lucratif et financés par l'État, dotés de personnel formé et adéquatement rémunéré, pour tous les enfants et familles du Nouveau-Brunswick qui doivent ou souhaitent en profiter.

La Coalition des services de garde du Nouveau-Brunswick est un organisme affilié à l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance.

## NOS PROJETS

La Coalition des services de garde à l'enfance travaille pour :

- La mise en place d'un système de services d'apprentissage et de garde à but non lucratif complet, accessible et abordable au Nouveau-Brunswick et partout au Canada.
- Le droit de chaque enfant et de chaque famille à des services d'apprentissage et de garde de qualité dans leur propre communauté.
- Un éventail de choix inclusifs dans toutes les régions de la province, sur réserves et hors-réserves.
- Un financement public adéquat et stable, avec obligation redditionnelle.
- Les droits des éducateurs de la petite enfance à des salaires et à des conditions de travail qui reflètent leur niveau de formation, le degré de responsabilités et la valeur du travail exécuté.
- La participation de la communauté aux décisions en matière de politiques, de procédures et de programmation.

Voici certains moyens que nous utilisons pour atteindre ces buts :

- Nous informons le public et élaborons des programmes d'information et d'éducation populaire sur les services de garde et les enjeux qui y sont reliés.

## Membres du conseil d'administration 2007-2009

**Dee Dee Daigle**  
Présidente

**Manon Cormier-Viel**  
Secrétaire

**Laudia LeBlanc**  
Trésorière

**Michel Boudreau**  
Directeur

**Sandra Harding**  
Directrice

**Carolyn Carter**  
Directrice

## Employées

**Jody Dallaire**  
Directrice générale

**Rachel LeBlanc**  
Coordonnatrice de projet

## Partenaires financiers et communautaires

Nous tenons à remercier les organismes suivants  
pour leur soutien financier et politique :

**Conseil consultatif sur la condition de la femme**

**Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick**

**Congrès du travail du Canada**

**Institut canadien des recherches sur les femmes**

**Syndicat canadien de la fonction publique**

**Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance**

**Coalition pour l'équité salariale**

**Soins et éducation à la petite enfance Nouveau-Brunswick**

**Fédération des travailleurs et des travailleuses du Nouveau-Brunswick**

**Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick**

**Syndicat des employé(e)s des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick**

**Alliance de la Fonction publique du Canada**

**Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick**



- Nous soutenons les recherches actuelles en matière de politiques sociales ayant trait aux enfants et aux services de garde et en présentons les résultats.
- Nous développons une relation de travail coopérative avec les organisations ayant rapport aux services de garde et avec d'autres partageant la même vision.
- Nous favorisons l'échange d'information entre les membres de la Coalition, avec le gouvernement et avec le public.

## NOS ORIGINES

En mars 2001, un groupe de parents participaient à une rencontre publique organisée par Child Care Connexions / Garde à l'Enfance, à Moncton, pour discuter des lacunes en matière de services de garde de qualité et abordables. C'est à ce moment que l'organisme Parents pour des services de garde de qualité fut créé. Le comité de parents préoccupés par ces enjeux ainsi formé, se rencontra régulièrement pour discuter du besoin criant d'investir des fonds gouvernementaux au niveau des services de garde de sorte à les rendre accessibles et abordables pour les parents, tout en leur assurant des services de qualité pour leurs enfants.

En 2001, Parents pour des services de garde de qualité s'affilia à l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance par le biais d'un projet national intitulé Voix de parents.

En juin 2005, Parents pour des services de garde de qualité décida d'élargir son réseau de soutien et d'inclure au nombre de ses membres des gens de la communauté de même que des organisations. En mars 2006, l'organisation changea de nom pour devenir la Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick de sorte à refléter cette ouverture sur la communauté.

Depuis sa fondation, la Coalition est active au niveau du lobbying auprès du gouvernement et des partis politiques, de même qu'au niveau de la sensibilisation du public sur l'importance de fournir des services de garde de qualité, accessibles, abordables, inclusifs, sans but non lucratif et subventionnés par l'État.

## BÉNÉVOLES

La Coalition a profité de nombreuses heures de travail bénévole. Plusieurs ont donné de leur temps pour faire pression sur leurs représentants élus et pour organiser des événements publics ou y participer. À toutes ces personnes, nous disons « merci! » – leur énergie et leurs idées ont véritablement fait progresser le travail de la Coalition et augmenté sa visibilité au cœur des communautés de tous les coins de la province.

Nous nous devons également d'exprimer nos plus sincères remerciements à quelques personnes dévouées de l'extérieur de notre province, qui ont contribué au travail de la Coalition des services de garde du Nouveau-Brunswick à titre de bénévoles.

Mab Oloman, merci pour les nombreuses heures bénévoles consacrées à l'analyse de la menace continue qu'est l'implantation de services de garde commerciaux et pour vos commentaires avisés sur le sujet, de même que pour votre assistance dans la préparation de notre analyse de la *Loi sur les garderies éducatives*.

Bozica Costigliola, merci pour votre travail bénévole dans l'ébauche de nombreux communiqués de presse et articles destinés à la rubrique « tribune libre » au nom de l'organisation, souvent avec des délais très serrés.

## AFFILIATIONS

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE)

L'ACPSGE est une organisation nationale sans but lucratif, composée de membres et a une représentation régionale. Elle fait, depuis 25 ans, la promotion de services de garde de qualité sans but lucratif, inclusifs et subventionnés par l'État. L'association rassemble plus de quatre millions de Canadiens, dont des parents, des éducateurs et éducatrices, des chercheurs et des étudiants, de même que des groupes de femmes et anti-pauvreté, des associations ouvrières et de promotion de la justice sociale, des organismes oeuvrant pour les personnes handicapées et des organisations rurales. Pour plus d'information sur l'ACPSGE, veuillez visiter leur site Web au : [www.ccaac.ca](http://www.ccaac.ca)

## MEMBRES

On retrouve actuellement au nombre des membres de la Coalition, 110 individus et 35 organisations.